

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Public Works Government Services Canada- Bid
Receiving / Réception des soumissions
189 Prince William Street
Room 421
Saint John
New Brunswick
E2L 2B9**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works Government Services Canada- Bid
Receiving / Réception des soumissions
189 Prince William Street
Room 421
Saint John
New Bruns
E2L 2B9

Title - Sujet Entretien paysager, BFC Gagetown NB	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0105-14E008/A	Date 2013-10-18
Client Reference No. - N° de référence du client	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWB-004-3314
File No. - N° de dossier PWB-3-36057 (004)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-12-03	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Doucet, Gisele PWB	Buyer Id - Id de l'acheteur pwb004
Telephone No. - N° de téléphone (506)636-4541 ()	FAX No. - N° de FAX (506)636-4376
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: CFB Gagetown, Landscape Maintenance CFB Gagetown & Training Area OROMOCTO New Brunswick E2V4J5 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)

ENTRETIEN PAYSAGER BASE ET SECTEUR D'ENTRAÎNEMENT BFC GAGETOWN (NOUVEAU-BRUNSWICK)

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations pour le Code de conduite - Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES

1. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes
4. Responsables
5. Utilisateurs désignés

6. Instrument de commande
7. Limite des commandes subséquentes
8. Limitation financière
9. Ordre de priorité des documents
10. Attestations
11. Lois applicables
12. Estimation de coût
13. Exigences en matière d'assurance

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation

Liste des annexes :

- Annexe A - Base de paiement
- Annexe B - Attestations
- Annexe C - Liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaires
- Annexe D - Devis

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;

Partie 3 Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations: comprend les attestations à fournir;

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et

Partie 7 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent la Base de paiement, les Attestations, la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaires et le devis.

2. Sommaire

Le ministère de la Défense nationale (MDN) veut établir une offre à commandes individuelle et régionale (OCIR). Cette offre à commandes consiste à fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils et l'équipement requis pour effectuer les réparations de la pelouse et l'entretien paysager dans divers secteurs de la base et du secteur d'entraînement, BFC Gagetown, Oromocto (Nouveau-Brunswick). Le marché de services couvre la période du 1 avril 2014 au 31 mars 2016. Les travaux doivent tous être exécutés conformément à l'Annexe "D", Devis.

Le marché est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur, l'Accord de libre-échange nord-américain aussi bien que les Accords de libre-échange Canada Pérou, Canada-Columbia et Canada-Panama.

3. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande d'offre à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commande dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur offre n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformiseesd-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2013-06-01) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

1.1 Clauses du guide des CCUA

Clause du guide des CCUA M0019T (2007-05-25) Prix et(ou) taux fermes

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

Les offres peuvent être transmises par télécopieur. Le numéro de télécopieur est le (506) 636-4376.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **cinq (5)** jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée

pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au l'Île-du-Prince-Édouard et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Section I : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe « A »,
Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la
vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation financiers.

1.1 Évaluation financière

1.1.1 Les offrants seront évalués en fonction du montant total estimatif en dollars canadiens le moins élevé (taxe de vente harmonisée [TVH] non incluse). Le prix total évalué sera calculé à l'aide des chiffres d'utilisation estimatifs figurant sur le bordereau de prix (voir l'Annexe « A »). Les offrants doivent présenter un prix pour tous les articles du bordereau de prix, sinon leur offre pourra être considérée comme irrecevable.

2. Méthode de sélection

2.1 Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas obtient la meilleure cote et sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplis et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la durée de la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que l'offrant respecte les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

- 1.1.1** En présentant une offre, l'offrant atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une offre, l'offrant atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par l'offrant, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, quelque part que ce soit, après vérification par le Canada. L'offrant et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant toute la période de l'offre à commandes ainsi que pour toutes commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les offrants qui sont incorporés, incluant ceux présentant des offres à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. Les offrants en présentant des offres à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux présentant des offres dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les offrants en présentant à titre de sociétés, sociétés

de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'émission d'une offre à commandes et de tout contrat subséquent.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un offrant de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

2. Attestations additionnelles préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérés à l'annexe « B », **Attestations** être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 6 - EXIGENCES EN MATIERE D'ASSURANCES

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à **l'annexe B** si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément au devis reproduit à l'annexe « D ».

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees>

-d-achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3. Durée de l'offre à commandes

3.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2016.

4. Responsables

4.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Gisèle Doucet
Travaux public et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adjudication des marchés immobiliers
189, rue Prince William, locale 421
Saint John, (N-B)
E2L 2B9

Téléphone: (506) 636-4541
Télécopieur: (506) 636-4376
Courriel: gisele.doucet@tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

4.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

4.3 Représentant de l'offrant

Nom: _____
Téléphone: (____) _____
Télécopieur: (____) _____
Courriel: _____

5. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :
Ministère de la Défense Nationale.

6. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire CF 942, Commande subséquente à une offre à commandes.

7. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40 000 \$ (taxe de vente harmonisée exclue).

8. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 150 000 \$ (taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 4 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) conditions générales supplémentaires 2010C (2013-06-27) Conditions générales - services (complexité moyenne);
- e) Devis et plans;
- f) Annexe « A », Base de paiement;
- g) Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation
- h) l'offre de l'offrant

10. Attestations

10.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites

sciement ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

11. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au l'Île-du-Prince-Édouard et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

12. Estimation de coût

Clause du guide des CCUA M3800C (2006-08-15) Estimation de coût.

13. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe B.

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée de l'offre à commandes. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu l'offre à commandes, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir au responsable de l'offre à commandes, dans les sept (7) jours après la demande du responsable de l'offre à commandes et avant l'émission d'une offre à commandes, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande du responsable de l'offre à commandes transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales supplémentaires

Conditions générales 2010C (2013-06-27) Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement

Référer à "Annexe « A », Base de Paiement"

4.2 Limite de prix

Clause du guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

4.3 Paiement unique

Clause du guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

5. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-14E008/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWB-3-36057

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb004

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

ANNEX A
BASE DE PAIEMENT
BORDEREAU DE PRIX

Point	Description, catégorie de main-d'oeuvre de travail, de matériau ou de centrale	Unité de mesure	Heures/qté estimatives	Pix unitaire (en \$)	Prix total estimatif (en \$)
1	Réparation de pelouses, y compris préparation et ameublement de surfaces existantes, épandage des produits d'amendement du sol requis, nivellement de finition et entretien	m ²	1,000	\$ _____	\$ _____
2	Gazonnement, y compris préparation et ameublement de surfaces existantes, épandage des produits d'amendement du sol requis, nivellement de finition et entretien	m ²	1,000	\$ _____	\$ _____
3	Ensemencement:				
	a: Mécanique ou manuel	m ²	1,000	\$ _____	\$ _____
	b: Hydraulique	m ²	1,000	\$ _____	\$ _____
4	Fournir et épandre de la terre végétale.	m ³	500	\$ _____	\$ _____
5	Préparation des plates-bandes et des zones de plantation, et autres fonctions liées à la main-d'oeuvre. Main d'oeuvre seulement, supervision comprise.	Heures	3,000	\$ _____	\$ _____
6	Autres matériaux de paysagement qui pourraient être requis, facturés au prix coutant de l'entrepreneur, factures à l'appui, plus un bénéficiaire brute de _____%	Provision	15 000\$	\$ _____ Marge bénéficiaire en \$	\$ _____ Provision+Marge bénéficiaire brute=Total
7	Autre équipement loué qui pourrait être requis, au prix coûtant de l'entrepreneur, factures à l'appui, plus un bénéficiaire brute de _____%	Provision	5 000\$	\$ _____ Marge bénéficiaire en \$	\$ _____ Provision + Marge bénéficiaire brute = Total
8	Camion (1/2 tonne) pour la livraison des matériaux sur les lieux des travaux et pour le transport hors site des débris	Heures	200	\$ _____	\$ _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-14E008/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PWB-3-36057

9	Taux horaire pour un camion-citerne ou une remorque-citerne pour la livraison de l'eau aux divers sites. Camion ou remorque d'une capacité minimale de 1,000 gallons	Heures	100	\$ _____	\$ _____
10	Taux horaire pour la tonte manuelle de petites superficies déterminées par le représentant du Génie	Heures	50	\$ _____	\$ _____
<u>Montant total estimatif pour l'évaluation</u>					\$ _____ —

Remarque : La quantité estimée de chaque article figurant à la colonne quatre constitue seulement un estimation des services demandés et ne signifie pas que toutes les quantités de ces articles seront utilisées ni qu'elles ne pourront pas être excédées.

ANNEXE «B»**Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes****1. Attestations d'indemnisation des accidents du travail - attestation de l'observation**

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

2. Matériel

À la demande de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir une liste de matériel. Le matériel est assujéti à une inspection et à l'approbation du ministère de la Défense nationale (MDN) avant qu'une offre à commandes soit attribuée

3. Assurance

Preuve d'assurance responsabilité pour un montant minimal de deux millions de dollars (2 000 000 \$) telle que spécifiée ci-dessous:

EXIGENCES D'ASSURANCE**Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants:
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

-
- c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police. k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

- n) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-14E008/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWB-3-36057

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb004

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe "C" - List complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire

***AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES
INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES
D'IMPRIMERIE***

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-14E008/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWB-3-36057

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb004

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe «D» Devis



**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
5^e ESCADRON DES SERVICES DU GÉNIE
5^e UNITÉ DES SERVICES DU GÉNIE
BFC GAGETOWN**

**SPÉCIFICATION
CONVENTION D'OFFRE À COMMANDES**

**ENTRETIEN PAYSAGER
BASE ET SECTEUR D'ENTRAÎNEMENT
DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2016**

Conçue par

Inspecteur de la
prévention des
incendies

Officier de projet

Officier du Génie

N° de DP :

N° de dossier : L-G2-9301/218

Date : 2013-06-03

Défense nationale		000000
N° de dossier : L-G2-9301/218	Index	Page 1
BFC Gagetown N.-B.)		2013-06-03

<u>NUMÉRO DE SECTION</u>	<u>TITRE</u>	<u>PAGE</u>
--------------------------	--------------	-------------

DIVISION 1 - EXIGENCES GÉNÉRALES

00 21 13	Directives à l'intention des soumissionnaires	9
01 35 30	Exigences en matière de santé et sécurité	3
01 35 35	Exigences en matière de sécurité incendie du MDN	5
01 35 43	Procédures environnementales	1

DIVISION 2 - AMÉNAGEMENT DE L'EMPLACEMENT

02900	Entretien paysager	13
02934	Ensemencement hydraulique	4

1.1 Description des travaux .1 Les travaux faisant l'objet de la présente convention d'offre à commandes consistent à fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils et l'équipement requis pour effectuer les réparations de la pelouse et l'entretien paysager dans divers secteurs de la BFC Gagetown ainsi que dans le secteur d'entraînement, précisés dans cette spécification et demandés sur le formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, conformément aux directives du représentant du Génie et aux exigences énoncées dans la présente.

1.2 Durée du contrat .1 La présente offre à commandes couvre la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2016.

1.3 Représentant du Génie .1 Aux termes de la présente spécification et des documents contractuels, le représentant du Génie est le commandant de la 5^e Unité des Services du Génie ou son représentant désigné.

Coordonnées du représentant du Génie :

Bureau des contrats
5^e Unité des Services du Génie
Bâtiment B-18, BFC/USS Gagetown
C.P. 17000, succ. Forces
Oromocto (N.-B.) E2V 4J5

Téléphone : 506-422-2002, poste 2677
Télécopieur : 506-422-1248

1.4 Documents requis .1 L'entrepreneur doit conserver, sur le lieu de travail, une copie des documents suivants :

- .1 spécification;
- .2 formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes;
- .3 licences, étiquettes phytosanitaires, fiches signalétiques et renseignements du SIMDUT, exigés par la *Loi sur le contrôle des pesticides* du Nouveau-Brunswick;
- .4 addenda.

1.5 Assurance
responsabilité civile

- .1 Avant l'attribution de la présente convention d'offre à commandes, l'entrepreneur doit donner à TPSGC une preuve qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile d'une valeur de deux millions de dollars (2 000 000 \$).

1.6 Services
temporaires

- .1 Le MDN peut fournir, gratuitement, l'eau et l'électricité aux fins des travaux de construction.
- .2 Le représentant du Génie déterminera les points d'alimentation et les limites quantitatives. L'entrepreneur doit obtenir la permission écrite du représentant du Génie avant de se connecter à l'un ou l'autre des réseaux. L'entrepreneur doit se connecter aux installations d'alimentation électrique déjà en place conformément au *Code canadien de l'électricité 2012*.
- .3 Le MDN doit fournir, sans frais pour le MDN, le matériel et les conduites temporaires pour alimenter les lieux de travail en eau et en électricité.
- .4 La fourniture de services temporaires par le MDN est assujettie aux exigences du MDN et peut être interrompue en tout temps par le représentant du Génie, sans préavis ni responsabilité liée aux dommages ou aux retards causés par le retrait de ces

services temporaires.

- .5 L'entrepreneur doit enlever tout le matériel et les conduites temporaires dès qu'ils ne sont plus nécessaires et rétablir les connexions comme elles étaient à l'origine.

1.7 Laissez-passer de l'entrepreneur

- .1 Tous les employés de l'entrepreneur doivent porter le laissez-passer de l'entrepreneur autorisé lorsqu'ils travaillent sur une propriété du MDN. Ils doivent présenter leur laissez-passer, sur demande, à la Police militaire, aux commissionnaires, aux agents de sécurité et à toute personne ayant autorité.
- 2 L'entrepreneur doit remplir un formulaire de demande de laissez-passer de l'entrepreneur pour chaque personne. Il doit également accompagner l'employé à la Section d'identification de la Police militaire qui délivre le laissez-passer.
- .3 Une photocopie de chaque laissez-passer doit être remise au représentant du Génie.
- .4 Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que les laissez-passer des employés qui cessent de travailler sur les terrains du MDN sont récupérés et retournés à la Section d'identification de la Police militaire.

1.8 Cotes de sécurité

- .1 L'entrepreneur doit tenir une liste à jour de ses employés qui exécutent des travaux aux termes du présent contrat, y compris les gestionnaires, les superviseurs et les ouvriers. Cette liste doit être présentée sur demande au représentant du Génie.
- .2 L'entrepreneur doit fournir au

représentant du Génie, sur demande, une preuve validant tous les renseignements qui figurent sur la liste. Le représentant du Génie se réserve le droit de demander de quitter les lieux à toute personne qui ne satisfait pas aux exigences relatives à la sécurité, telles que définies par la Police militaire.

1.9 Codes et normes

- .1 L'entrepreneur doit observer et faire respecter les règles de sécurité prescrites en vertu de la Partie II du *Code canadien du travail* et de tous les autres codes et normes auxquels renvoie la présente section de la spécification.
- .2 L'entrepreneur doit être inscrit auprès de Travail sécuritaire NB et en fournir la preuve à TPSGC avant la signature du contrat de services.
- .3 L'entrepreneur doit veiller au respect des exigences relatives au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) pour ce qui est de l'utilisation, la manipulation et l'élimination des matières dangereuses ainsi que des exigences relatives à l'étiquetage et à la présentation de fiches signalétiques de sécurité de produits, qui doivent répondre aux normes de Ressources humaines et Développement des compétences Canada et de Santé Canada.
- .4 L'entrepreneur doit veiller à ce que les travaux soient exécutés de façon à satisfaire ou à dépasser les exigences précisées dans les normes, les codes et les documents cités en référence. En cas de divergence entre les dispositions des autorités susmentionnées, la disposition la plus stricte s'appliquera.

- 1.10 Base de paiement .1 L'entrepreneur sera rémunéré pour tous les travaux décrits dans la présente spécification selon le prix unitaire. L'entrepreneur doit présenter les tarifs des travaux suivants, conformément à la spécification. Les tarifs doivent comprendre le transport (le temps de déplacement en direction et en provenance du centre des opérations de l'entrepreneur sera compris dans les taux fournis), les dépenses et les profits :
- .1 La réparation des pelouses, y compris la préparation et l'ameublement des surfaces existantes, l'application des amendements nécessaires, le nivellement de finition et l'entretien (prévision quantitative de 1 000 m²);
- .2 Le gazonnement, y compris la préparation et l'ameublement des surfaces existantes, l'application des amendements nécessaires, le nivellement de finition et l'entretien (prévision quantitative de 1 000 m²);
- .3 Ensemencement;
- .1 Mécanique ou manuel (prévision quantitative de 1 000 m²);
- .2 Hydraulique (prévision quantitative de 1 000 m²);
- .4 Fournir et épandre de la terre végétale (prévision quantitative de 500 m³);
- .5 Préparation des plates-bandes et zones de plantation et autres fonctions liées à la main-d'œuvre. Main-d'œuvre uniquement, comprenant la supervision (prévision quantitative de 3 000 heures);
- .6 Autres matériaux de paysagement qui pourraient être requis, facturés au prix coûtant de l'entrepreneur (factures à l'appui) plus un pourcentage de marge bénéficiaire brute (coût estimatif des

matériaux au prix du gros = 15 000 \$).

.7 Autre équipement loué qui pourraient être requis, facturés au prix coûtant de l'entrepreneur (factures à l'appui) plus un pourcentage de marge bénéficiaire brute (**prévision quantitative = 5 000 \$**);

.8 Camion (1/2 tonne) pour livrer les matériaux aux chantiers et transporter les débris à l'extérieur des chantiers (**prévision quantitative = 200 heures**);

.9 Tarif horaire pour un camion-citerne ou remorque-citerne à eau pour l'approvisionnement en eau aux divers chantiers. Le camion ou la remorque devra avoir une capacité d'au moins 1 000 gallons (**prévision quantitative = 100 heures**);

.10 Tarif horaire pour la tonte manuelle des espaces réduits déterminés par le représentant du Génie (**prévision quantitative = 50 heures**).

- .2 Le paiement sera effectué en fonction de la superficie mesurée effective de pelouse réparée par l'entrepreneur; aucune indemnité ne sera versée pour les dommages causés par l'entrepreneur. Les réparations et les restaurations doivent se faire aux frais de l'entrepreneur.
- .3 Les prévisions susmentionnées sont estimatives et peuvent varier conformément aux exigences des travaux.
- .4 La liste des quantités estimatives servira uniquement à comparer les soumissions; l'entrepreneur ne pourra faire aucune réclamation pour perte de profits anticipés résultant d'un écart entre les quantités indiquées et les quantités effectivement utilisées.

1.11 Acceptabilité des matériaux

- .1 Les matériaux non spécifiés ne pourront pas être utilisés sans l'autorisation

préalable du représentant du Génie.

- .2 Les demandes concernant l'utilisation de matériaux non spécifiés doivent contenir des renseignements suffisants sur les produits pour permettre au représentant du Génie de réaliser une évaluation.

1.12 Qualité de l'exécution

- .1 La qualité d'exécution des travaux doit respecter des normes élevées et être conforme aux pratiques commerciales généralement reconnues. Tout travail de qualité médiocre ou inférieure à ces exigences doit être remplacé, si le représentant du Génie le demande, par un travail de première qualité, et ce, sans frais pour le MDN.

1.13 Utilisation des lieux par l'entrepreneur

- .1 L'accès au lieu de travail est déterminé par le représentant du Génie.
- .2 On ne doit pas encombrer déraisonnablement les lieux de matériaux ou de matériel.
- .3 L'entrepreneur doit déplacer les produits ou le matériel entreposés lorsque ceux-ci nuisent au travail du représentant du Génie ou à celui d'autres entrepreneurs.

1.14 Nettoyage

- .1 À la fin de chaque journée de travail, l'entrepreneur doit débarrasser le chantier de tous les matériaux usés et laisser les lieux propres et en bon état, à l'entière satisfaction du représentant du Génie.
- .2 Au terme de chaque commande subséquente à une offre à commandes, l'entrepreneur devra nettoyer et enlever toute trace de sa présence dans les espaces qu'il a occupés pour l'entreposage et/ou l'entretien.

1.15 Demande de
travaux

- .1 Les travaux indiqués sur le formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, qui doivent être exécutés à la demande du représentant du Génie, sont les suivants :
 - .1 l'entrepreneur doit généralement fournir les services demandés pendant les heures normales de travail, huit (8) heures par jour et cinq (5) jours par semaine (du lundi au vendredi, de 0800 h à 1630 h). Au besoin, certains travaux devront être exécutés la fin de semaine ou en soirée;
 - .2 L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie le numéro de téléphone ou le lieu où lui ou son représentant peuvent être joints en tout temps.
 - .3 Une fois que la soumission sera acceptée, le représentant du Génie communiquera avec l'entrepreneur pour lui fournir par écrit la liste des personnes autorisées à faire une demande de service. Les travaux entrepris à la demande de personnes non autorisées, comme les occupants du bâtiment, exposent l'entrepreneur au refus de paiement.
 - .4 L'entrepreneur ne doit pas refuser les appels de service de la part du représentant du Génie et doit fournir le service dans les quarante-huit (48) heures suivant l'appel, quelle que soit la demande de service.
 - .5 L'entrepreneur doit être informé de chaque demande de service et recevoir des précisions sur le service demandé. Les services doivent être demandés à l'aide du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes. Le formulaire précisera les travaux à exécuter et sera signé par le représentant du Génie ou son représentant. Deux (2) copies de ce formulaire seront

transmises à l'entrepreneur;

.6 L'entrepreneur doit se rendre sur les lieux et exécuter les travaux. Lorsque les travaux précisés sur le formulaire PWGSC-TPSGC 942 sont achevés, l'entrepreneur doit se présenter au représentant du Génie et faire initialer les deux copies du formulaire par ce dernier pour indiquer que les travaux ont été réalisés de façon satisfaisante. L'entrepreneur conservera une copie du formulaire et remettra au représentant du Génie l'autre copie, signée et datée, accompagnée du formulaire original, et une copie de la facture une fois les travaux achevés;

.7 Selon les règlements de la base, les véhicules doivent être garés dans une aire de stationnement, sinon ils risquent d'être remorqués.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS1.1 Références

- .1 *Code canadien du travail* (Partie II),
*Règlement canadien sur la santé et la
sécurité au travail.*
- .2 Province du Nouveau-Brunswick : *Loi sur
l'hygiène et la sécurité au travail*,
L.N.-B. 1991.
- .3 *Code national du bâtiment - Canada 2010.*

1.2 Exigences
réglementaires

- .1 Exécuter les travaux conformément aux
mesures de sécurité prescrites par le *Code
national du bâtiment - Canada 2010*, la
Partie II du *Code canadien du travail*, la
*Loi sur l'hygiène et la sécurité au
travail* du Nouveau-Brunswick et *Travail
sécuritaire NB*. En cas de contradiction ou
de divergence entre les exigences des
différents documents et organismes, les
plus rigoureuses s'appliqueront.

1.3 Responsabilité

- .1 L'entrepreneur est responsable de la santé
et de la sécurité de toutes les personnes
présentes sur le chantier. Il est
également responsable de la protection des
biens, des personnes et de
l'environnement, sur le chantier et aux
alentours, dans la mesure où les travaux
pourraient en compromettre l'intégrité.
- .2 L'entrepreneur doit respecter et faire
respecter par ses employés toutes les
exigences en matière de sécurité
prescrites par les documents contractuels,
par les ordonnances, les arrêtés et les
règlements fédéraux, provinciaux et
municipaux applicables, ainsi que par le

plan de santé et de sécurité propre au chantier élaboré par l'entrepreneur.

- .3 Conformément aux dispositions prévues à la partie II du *Code canadien du travail*, il incombe à l'entrepreneur d'établir un plan de santé et de sécurité au travail propre au chantier. Les travaux ne pourront être entrepris avant que ce plan n'ait été approuvé par le représentant du Génie.
- .4 L'entrepreneur doit veiller à ce que tous ses employés soient munis de l'équipement de protection individuelle (EPI) dont ils ont besoin pour effectuer les travaux. Le port du casque, des chaussures de sécurité à embout d'acier approuvées par la CSA et des lunettes de sécurité est obligatoire en tout temps.

1.4 Risques imprévus

- .1 S'il paraît clair, pendant l'exécution des travaux, qu'une situation, un facteur ou un danger imprévu ou particulier compromet la sécurité, l'entrepreneur doit appliquer les mesures en place pour faciliter l'exercice du droit de l'employé de refuser de travailler, conformément aux lois et aux règlements du Nouveau-Brunswick. L'entrepreneur doit informer le représentant du Génie, verbalement et par écrit, chaque fois qu'un employé décide d'exercer ce droit.

1.5 Correction des problèmes de non-conformité

- .1 Lorsqu'une autorité compétente ou le représentant du Génie constate une infraction aux règles qui s'appliquent à la santé et sécurité, l'entrepreneur doit régler le problème sur-le-champ.
- .2 L'entrepreneur doit remettre au

représentant du Génie un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.

- .3 Le représentant du Génie peut interrompre les travaux si la situation jugée non conforme sur le plan de la santé et de la sécurité n'est pas corrigée.

1.6 Interruption des
travaux

- .1 La sécurité et la santé du personnel et de la population ainsi que la protection de l'environnement doivent primer sur les considérations d'ordre financier et le respect des échéances.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Marche à suivre pour signaler un incendie
- .1 Il faut connaître l'emplacement de l'avertisseur d'incendie et du téléphone d'urgence le plus près, ainsi que le numéro de téléphone à composer en cas d'urgence.
 - .2 Tout incendie doit être signalé sur-le-champ au Service d'incendie de la façon suivante :
 - .1 par téléphone, en composant le 911.
 - .3 En signalant l'incendie par téléphone, indiquer l'endroit où l'incendie s'est déclaré et donner le nom ou le numéro du bâtiment; il faut se tenir prêt à vérifier l'emplacement.
- 1.2 Systèmes d'alarme et de protection incendie intérieurs et extérieurs
- .1 Les systèmes d'alarme et de protection incendie ne doivent pas être :
 - .1 obstrués;
 - .2 éteints, fermés ou arrêtés;
 - .3 laissés désactivés à la fin de la journée ou du quart de travail sans l'autorisation écrite préalable du chef du Service d'incendie.
 - .2 À moins que le chef du Service d'incendie ne l'autorise, les bornes d'incendie, les prises d'eau et les réseaux de canalisations et de robinets armés d'incendie ne doivent pas être utilisés à d'autres fins que la lutte contre les incendies.
- 1.3 Extincteurs d'incendie
- .1 Fournir les extincteurs nécessaires à la protection, en cas d'urgence, des travaux en cours et des installations de l'entrepreneur sur le chantier; les

extincteurs fournis doivent avoir les caractéristiques exigées par le chef du Service d'incendie.

<u>1.4 Entrave à la circulation</u>	.1	Prévenir le chef du Service d'incendie de tout travail susceptible d'entraver une intervention en cas d'incendie. Signaler notamment le non-respect de la hauteur libre minimale prescrite par le chef du Service d'incendie, la mise en place de barrières ou le creusement de tranchées.
-------------------------------------	----	--

<u>1.5 Interdiction de fumer</u>	.1	Respecter en tout temps les règlements concernant les fumeurs.
----------------------------------	----	--

<u>1.6 Rebuts et déchets</u>	.1	Accumuler le moins possible de rebuts et de déchets.
	.2	Il est interdit de brûler des rebuts sur les lieux.
	.3	Enlèvement : .1 débarrasser le chantier de tout rebut à la fin de chaque journée ou de chaque quart de travail, ou selon les directives.
	.4	Entreposage : .1 Entreposer les déchets imprégnés d'huile dans des contenants approuvés afin que soient assurées une propreté et une sécurité optimales. .2 Déposer, dans des contenants approuvés, les chiffons et les matériaux imprégnés d'huile ou de graisse pouvant s'enflammer de façon spontanée, puis les évacuer du chantier conformément aux prescriptions.

1.7 Liquides
inflammables et
combustibles

- .1 Utiliser, manipuler et entreposer les liquides inflammables et combustibles conformément aux exigences du *Code national de prévention des incendies du Canada*.
- .2 On pourra garder sur le chantier, pour usage courant, jusqu'à 45 litres d'essence, de naphte, de kérosène ou d'autres liquides inflammables ou combustibles, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de plus de 45 litres de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de certains travaux devra être approuvé par le chef du Service d'incendie.
- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments ou sur les plates-formes de chargement.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .5 Il est interdit d'utiliser comme diluants ou comme produits de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 degrés Celsius (naphte ou essence, par exemple).
- .6 Conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles; le cas échéant, les entreposer dans des contenants approuvés rangés dans un endroit sûr et bien ventilé. Transmettre toute demande d'évacuation de ces produits au Service d'incendie.

1.8 Matières
dangereuses

- .1 Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé, conformément aux exigences du *Code national de prévention des incendies du Canada*.
- .2 Obtenir du chef du Service d'incendie une autorisation de travail à chaud pour tous les travaux, dans les bâtiments ou les installations, nécessitant des opérations de soudage ou de brûlage ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils produisant de la chaleur.
- .3 Dans le cas de tous les travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés du matériel d'extinction approprié. Le chef du Service d'incendie déterminera les zones où il y a risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans chaque cas. Il incombe à l'entrepreneur de retenir les services d'agents de sécurité-incendie sur le site, selon les modalités établies avec le chef du Service d'incendie lors de la réunion d'avant-projet.
- .4 Assurer une ventilation adéquate et éliminer toute source d'inflammation lorsque des liquides inflammables tels que des vernis et des produits à base d'uréthane sont utilisés. Informer le chef du Service d'incendie de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.

- 1.9 Renseignements et/ou précisions .1 Adresser toute demande d'éclaircissements ou de renseignements additionnels concernant les consignes de sécurité-incendie au chef du Service d'incendie par l'intermédiaire du représentant du Génie.
- 1.10 Inspection de prévention des incendies .1 Les inspections du chantier par le chef du Service d'incendie seront coordonnées par le représentant du Génie.
- .2 Permettre au chef du Service d'incendie le libre accès au chantier.
- .3 Collaborer avec le chef du Service d'incendie au cours des inspections périodiques du chantier.
- .4 L'entrepreneur doit corriger immédiatement toute situation comportant un risque d'incendie et jugée dangereuse par le chef du Service d'incendie.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|--|----|--|
| <u>1.1 Généralités</u> | .1 | L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires et raisonnables pour que son entreprise et ses employés se conforment aux lois pertinentes et protègent l'environnement. |
| <u>1.2 Feux</u> | .1 | Les feux et le brûlage des rebuts sur les lieux sont interdits. |
| <u>1.3 Enlèvement des déchets</u> | .1 | Ne pas enterrer de rebuts et de déchets sur les lieux, à moins d'avoir obtenu l'approbation du représentant du Génie. |
| | .2 | Il est interdit de déverser des déchets et des matières volatiles, notamment des essences minérales, de l'huile ou du diluant, dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou les égouts sanitaires. |
| <u>1.4 Mesures de protection contre les déversements</u> | .1 | L'entrepreneur doit avoir le matériel de nettoyage approprié en cas de déversement de matières dangereuses utilisées pendant les travaux (p. ex. mousses, essence, huiles et lubrifiants). |

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|-----------------------------|-----|---|
| <u>1.1 Travaux connexes</u> | .1 | Protection de l'environnement :
section 01 35 43. |
| | .2 | Ensemencement hydraulique : section 02934. |
| <u>1.2 Travaux</u> | .1 | Ameublement du sol d'assise existant. |
| | .2 | Mise en place de terre végétale et
nivellement de finition. |
| | .3 | Application d'engrais. |
| | .4 | Ensemencement. |
| | .5 | Gazonnement. |
| | .6 | Plantation d'arbres, d'arbustes, de
plantes à fleurs et de plantes couvre-sol. |
| | .7 | Entretien. |
| | .8 | Nettoyage. |
| | .9 | Ensemencement hydraulique. |
| | .10 | Gestion de la végétation. |
| | .11 | Tonte de pelouse. |
| <u>1.3 Références</u> | .1 | Planter les arbres, arbustes et plantes
couvre-sol selon les normes canadiennes
pour les produits de pépinières établies
par l'Association canadienne des
pépiniéristes et des paysagistes (ACPP;
canadanursery.com) sauf indication
contraire. |

PARTIE 2 - PRODUITS

- 2.1 Terre végétale importée .1 Terre végétale pour les aires à ensemercer : mélange de particules minérales, de micro-organismes et de matières organiques constituant un milieu propice à la croissance des plantes désirées.
- .1 Texture du sol, selon le Système canadien de classification des sols : terre constituée de 20 % à 70 % de sable;
 - .2 valeur du pH : entre 6,5 et 8,0;
 - .3 ne contenant pas d'éléments toxiques ni d'inhibiteurs de croissance;
 - .4 exempte de débris et de matières végétales grossières;
 - .5 consistance : friable lorsqu'elle est humide;
 - .6 teneur en matières organiques : 8 % à 10%, en poids;
 - .7 matières tamisées : 100 % passant au tamis de 19 mm;
 - .8 présenter les résultats d'analyse si le représentant du Génie les demande pour vérifier s'ils répondent aux exigences ci-dessus.
- 2.2 Amendements de sol .1 Mousse de tourbe :
- .1 constituée de diverses espèces de sphaigne partiellement décomposée;
 - .2 de consistance élastique et homogène, de couleur brune;
 - .3 exempte de bois et de matières nuisibles susceptibles d'empêcher la croissance;
 - .4 composée de particules déchiquetées d'au moins 5 mm de diamètre;
 - .5 en ballots de 0,17 m³.
- .2 Calcaire :
- .1 calcaire agricole, broyé, contenant au moins 85 % d'équivalent de carbonate de calcium;
 - .2 exigences granulométriques (% en poids passant au tamis) : 90 % passant au tamis

de 1,0 mm et 50 % passant au tamis de 0,125 mm.

- .3 Engrais :
 - .1 engrais de synthèse complet, à libération lente, contenant 35 % d'azote soluble;
 - .2 conforme à la *Loi sur les engrais* et au *Règlement sur les engrais* du gouvernement du Canada.
- .4 Eau :
 - .1 exempte d'impuretés qui pourraient empêcher la germination et la croissance;
 - .2 fournie par le représentant du Génie à la source désignée.

2.3 Semence à gazon

- .1 Semence de qualité Canada Certifiée, mélange de graminées à pelouse Canada n° 1, conforme à la *Loi sur les semences* et au *Règlement sur les semences* du gouvernement du Canada.
 - .1 Mélange de semences à gazon : 40 % de pâturin, 40 % de fétuque rouge traçante et 20 % de ray-grass vivace de qualité Certifiée.

2.4 Gazon en plaques

- .1 Gazon en plaques cultivé de qualité n° 1 : graminées expressément semées et cultivées en plein champ pour la production de gazon en plaques.
 - .1 Type de gazon cultivé :
 - .1 de qualité n° 1 : gazon cultivé uniquement à partir d'un mélange de semences de cultivars de pâturin des prés, de fétuque rouge traçante et de ray-grass vivace de qualité Certifiée, ne contenant pas moins de 40 % de pâturin des prés, de 40 % de fétuque rouge traçante et de 20 % de ray-grass vivace de qualité Certifiée.
 - 2. Qualité du gazon cultivé :
 - .1 ne doit pas contenir plus de deux (2) mauvaises herbes à feuilles larges ni plus de dix (10) autres mauvaises

herbes par superficie de 40 m²;
.2 densité suffisante pour que le sol ne soit pas visible lorsque le gazon est tondu à une hauteur de 50 mm;
.3 hauteur de coupe maximale : de 50 à 63 mm;
.4 épaisseur du sol du gazon en plaques : de 9 à 15 mm.

- 2.5 Plantes
- .1 Type de préparation des racines, dimensions, catégorie et qualité : conformes aux normes canadiennes pour les produits de pépinières de l'Association canadienne des pépiniéristes et des paysagistes.
 - .2 Source du matériel végétal : cultivé conformément à la carte des zones de rusticité des plantes publiée par Agriculture et Agroalimentaire Canada.
 - .3 Matériel végétal : exempt de maladies, d'insectes, de défauts ou de dommages, bien formé et possédant un système racinaire fasciculé, robuste.
 - .4 Arbres : tronc rectiligne, bien ramifiés, les branches ayant le port caractéristique de l'espèce, à moins d'indication contraire.

- 2.6 Paillis
- .1 Paillis d'écorce : fragments d'écorce de conifères variant entre 25 et 50 mm de diamètre.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 Préparation du sol existant
- .1 Vérifier les différents niveaux du sol. En cas d'écart, aviser le représentant du Génie et attendre son autorisation avant d'entreprendre les travaux.

- .2 Nivelier le sol en aplanissant les surfaces irrégulières, en comblant les dépressions et en réalisant des pentes qui favorisent un bon écoulement des eaux.
 - .3 Enlever :
 - .1 les débris, les racines, les branches, les pierres de plus de 50 mm de diamètre et les autres éléments nuisibles;
 - .2 le sol contaminé par du chlorure de calcium, des substances toxiques et des produits pétroliers. Évacuer hors des lieux le matériel contaminé excavé conformément à la réglementation locale et provinciale et aux directives d'Environnement Canada;
 - .3 les débris qui dépassent de plus de 75 mm la surface du sol.
 - .4 Évacuer les matériaux enlevés dans les décharges désignées ou hors de la propriété du MDN selon les indications du représentant du Génie.
 - .4 Ameublir grossièrement le sol jusqu'à une profondeur d'au moins 100 mm sur toute l'aire devant recevoir une couche de terre végétale. Répéter l'opération perpendiculairement aux premières passes où le sol a été compacté par l'équipement de transport et d'épandage.
 - .5 Épandre une couche de terre végétale, au besoin, pour amener le niveau des surfaces endommagées à égalité avec celui du gazon adjacent.
- 3.2 Mise en place et étalement de terre végétale et de terreau de plantation
- .1 Une fois que le représentant du Génie a accepté le sol d'assise, mettre la terre végétale en place.
 - .2 Étaler la terre végétale en couches uniformes n'excédant pas 150 mm d'épaisseur sur le sol d'assise non gelé et exempt d'accumulation d'eau.

- .3 Sur les aires à gazonner, amener le niveau de la couche de terre végétale à 15 mm du niveau définitif du sol.
- .4 Étaler la terre végétale selon les indications en couches de l'épaisseur minimale suivante après tassement et compactage à 80 % :
 - .1 150 mm pour les aires à ensemercer;
 - .2 135 mm pour les aires à gazonner;
 - .3 500 mm pour les massifs d'arbustes;
 - .4 300 mm pour les plates-bandes et les massifs de fleurs.
- .5 Étendre manuellement la terre végétale et le terreau autour des arbres, des arbustes et des obstacles.

3.3 Amendements de sol

- 1. Pour les plates-bandes, les zones de plantation et la pelouse, appliquer les amendements et l'engrais sur la couche supérieure de sol existant et bien mélanger sur une profondeur de :
 - .1 50 mm pour les surfaces à ensemercer et à gazonner;
 - .2 300 mm pour les massifs d'arbustes;
 - .3 150 mm pour les plates-bandes et les massifs de fleurs.

3.4 Pose du gazon en plaques

- .1 Poser les plaques de gazon dans les 36 heures suivant le déplaquage.
- .2 Poser longitudinalement les plaques de gazon en bandes parallèles, en suivant le contour des pentes et en décalant les joints. Abouter étroitement les plaques, sans chevauchement ni écart entre ces dernières. Tailler les plaques étroites ou de forme irrégulière à l'aide d'un outil tranchant.
- .3 Compacter le gazon au rouleau selon les directives du représentant du Génie. Assurer un bon contact entre les plaques et le sol en compactant légèrement. Il est

interdit d'utiliser un rouleau lourd pour corriger les irrégularités du sol.

3.5 Ensemencement

- .1 Ensemencement mécanique :
 - .1 employer un semoir mécanique Brillion, lequel plante les semences à la profondeur et à la vitesse voulues et les recouvre en une seule opération;
 - .2 employer un compacteur agricole (rouleau) lesté d'eau, constitué d'un cylindre d'acier lisse d'au moins 500 mm de diamètre et dont la largeur ne dépasse pas celle du semoir. Lester selon les directives du représentant du Génie;
 - .3 employer du matériel et des méthodes acceptables du point de vue du représentant du Génie.
- .2 Ensemencement manuel :
 - .1 employer un semoir manuel Cyclone;
 - .2 employer un rouleau agricole à commande manuelle constitué d'un cylindre d'acier lisse lesté d'eau. Lester selon les directives du représentant du Génie;
 - .3 employer du matériel et des méthodes acceptables du point de vue du représentant du Génie.
- .3 Répartir uniformément les semences sur les surfaces préparées.
- .4 Faire déborder l'ensemencement jusqu'à 150 mm sur les pelouses adjacentes pour obtenir une couverture uniforme.
- .5 Épandre la moitié de la quantité requise de semences dans un sens, puis l'autre moitié dans le sens perpendiculaire.
- .6 Faire pénétrer les semences dans le sol jusqu'à une profondeur de 10 mm. Au moins 85 % des graines doivent être plantées à la profondeur précisée et couvertes de sol.
- .7 Semer par vents faibles.

- .8 Arroser en jets fins pour éviter tout lessivage. Arroser de manière à humidifier le sol sur une profondeur d'au moins 50 mm.
- .9 Protéger les surfaces ensemencées contre les dommages. Retirer le dispositif de protection après que le représentant du Génie a accepté les surfaces gazonnées.

3.6 Excavation et
préparation des
plates-bandes et zones
de plantation

- .1 Établissement du sol d'assise destiné aux plates-bandes et aux zones de plantation.
 - .1 Pour la mise en forme grossière, creuser le sol aux profondeurs suivantes sous le niveau final :
 - .1 500 mm pour les massifs d'arbustes;
 - .2 300 mm pour les plates-bandes et les massifs de fleurs.
- .2 Pour chaque trou de plantation :
 - .1 piqueter l'endroit et obtenir l'approbation du représentant du Génie avant de procéder à l'excavation;
 - .2 enlever la terre d'assise, les roches, les racines, les débris et les matériaux toxiques des déblais qui serviront de terreau pour la plantation des arbres et des arbustes. Évacuer les matériaux excédentaires ;
 - .3 scarifier les bords du trou de plantation;
 - .4 éliminer l'eau accumulée dans les trous avant de planter. Si l'eau accumulée provient d'une nappe d'eau souterraine, en informer le représentant du Génie.

3.7 Plantation

- .1 Pour la plantation de matériel végétal à racines nues, déposer une couche de 50 mm de terreau de remplissage au fond de la fosse. Planter les arbres et les arbustes en plaçant les racines directement dans la fosse.

- .2 Pour la plantation d'arbres et d'arbustes :
 - .1 Remblayer par couches successives de 150 mm. Tasser le sol de chaque couche pour éliminer les poches d'air. Lorsque la fosse est remplie aux deux tiers, remplir d'eau jusqu'au bord. Laisser l'eau pénétrer dans le sol, puis remplir de terreau jusqu'au niveau définitif.
 - .3 Pour la plantation de plantes couvre-sol, remblayer jusqu'au niveau définitif et tasser le sol afin d'éliminer les poches d'air.
 - .4 Arroser à fond.
 - .5 Après le tassement du sol, remplir de terreau jusqu'au niveau définitif.
- 3.8 Épandage de paillis
- .1 S'assurer que le sol tassé a été remblayé au niveau définitif avant d'épandre du paillis.
 - .2 Épandre le paillis selon les indications.
- 3.9 Entretien pendant la période d'établissement
- .1 Aires à gazonner et à ensemer
 - .1 Exécuter les travaux énumérés ci-après à partir de la date d'installation jusqu'à la réception des travaux par le représentant du Génie.
 - .2 Arroser les aires gazonnées et les aires ensemençées suffisamment et à la fréquence nécessaire pour maintenir un taux d'humidité optimal dans le sol sur une profondeur de 75 à 100 mm.
 - .3 Tondre le gazon à une hauteur de 50 mm lorsqu'il atteint 75 mm. Enlever l'herbe coupée conformément aux directives du représentant du Génie.
 - .4 Réparer et réensemencer les surfaces de gazon mort et les surfaces dénudées pour permettre à la végétation de s'établir avant la réception des travaux.
 - .5 Garder les aires gazonnées exemptes de

mauvaises herbes.

.6 Fertiliser selon le programme de fertilisation établi. Épandre la moitié de la quantité d'engrais requise dans un sens, puis l'autre moitié dans le sens perpendiculaire.

.2 Plantes :

.1 Exécuter les travaux d'entretien énumérés ci-après à partir de la date de plantation jusqu'à la réception des travaux par le représentant du Génie.

.1 Arroser le sol de manière à maintenir un taux d'humidité favorisant l'établissement, la croissance et la santé optimaux des végétaux, sans causer d'érosion.

.1 Pour l'entretien des végétaux à feuillage persistant, arroser à fond à la fin de l'automne, avant les gels, pour saturer d'eau le sol du système racinaire.

.2 Désherber une fois par mois.

.3 Remplacer ou remplacer le paillis endommagé, manquant ou déplacé.

.4 Pour l'entretien des aires sans paillis, ameublir le sol selon les exigences pour garder la couche supérieure friable.

.5 Lutter contre les insectes, les champignons et les maladies en appliquant les principes de la lutte antiparasitaire intégrée.

L'entrepreneur doit utiliser, dans la mesure du possible, des méthodes de lutte non chimiques. S'il faut appliquer des pesticides, le faire en respectant les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux. Avant toute application de pesticide, le produit doit être approuvé par le représentant du Génie.

.6 Couper les branches mortes ou cassées.

.7 Effectuer régulièrement l'entretien et les réglages afin de

garder les dispositifs de protection du tronc et les haubans en bon état.
.8 Enlever et remplacer les végétaux morts ou malades en procédant de la façon prescrite pour les premières plantations.

3.10 Réception

- .1 Les aires gazonnées seront acceptées par le représentant du Génie à condition que :
 - .1 le gazon y soit bien établi;
 - .2 les aires gazonnées ne présentent pas de surfaces dénudées ni de zones de gazon mort et qu'elles soient exemptes de mauvaises herbes;
 - .3 la surface du sol ne soit pas visible lorsque la pelouse est tondue à une hauteur de 50 mm;
 - .4 les aires gazonnées aient été fertilisées au moins une fois.
- .2 Le gazon doit être uniformément établi dans les airesensemencées et la pelouse ne doit pas présenter de surfaces érodées ou dénudées ni de zones de gazon mort; elle doit être exempte de mauvaises herbes;
- .2 La réception définitive des aires gazonnées en automne sera prononcée le printemps suivant, un (1) mois après le début de la période de croissance, pour autant que les conditions relatives à la réception des travaux soient remplies.
- .4 Les plantes seront acceptées par le représentant du Génie quatre-vingt-dix (90) jours après la fin des travaux de plantation pour autant que les plantes soient vigoureuses et exemptes de maladies, d'insectes et de champignons.
- .2 Les plantes mises en place depuis moins de quatre-vingt-dix (90) jours quand surviendront les premiers gels seront acceptées le printemps suivant, un (1) mois après le début de la période de

croissance, pour autant que les conditions relatives à la réception des travaux soient remplies.

3.11 Garantie

- .1 En ce qui concerne les arbres de diamètre supérieur à 75 mm, la garantie de douze (12) mois doit être prolongée à 24 mois après la réception.
- .2 Le représentant du Génie fera l'inspection des végétaux avant la fin de la période de garantie.
- .3 Le représentant du Génie se réserve le droit de prolonger d'un (1) an la période de garantie assurée par l'entrepreneur si, à la fin de la période de garantie initiale, le développement foliaire et la croissance ne sont pas jugés suffisants pour assurer la survie.

3.12 Tonte de la pelouse

- .1 La pelouse doit être tondue à la demande du représentant du Génie. La fréquence de la tonte dépend des conditions météorologiques et de la croissance du gazon.
- .2 Il faut régler, et pouvoir régler sur les lieux, la hauteur de coupe des tondeuses à 50 mm. Tous les dispositifs de protection doivent en tout temps être en bon état et être utilisés conformément au mode d'emploi du fabricant.
- .3 Si la pelouse n'est pas tondue à la satisfaction du représentant du Génie, l'entrepreneur devra reprendre le travail sans frais.
- .4 Les pelouses à tondre sont des espaces de prestige, qui doivent être très bien entretenus avec le moins de dérangement possible.
- .5 L'herbe coupée visible sur la pelouse, les

trottoirs, les entrées et les terrasses doit être ramassée; son enlèvement fait partie intégrante des travaux de tonte.

- .6 La tonte de la pelouse sera reportée si le représentant du Génie estime :
 - .1 que le gazon est trop mouillé;
 - .2 qu'une longue sécheresse persistera.
- .7 Ramasser les morceaux de papier, les boîtes métalliques et tout autre débris avant de tondre la pelouse.

3.13 Coupe du gazon au coupe-herbe

Couper au coupe-herbe le gazon autour des bâtiments, des clôtures, des bornes d'incendie, des poteaux, des bornes de chauffage pour véhicules, des plates-bandes et massifs de fleurs, des bordures, des arbres et de tout autre obstacle présent dans la zone à tondre.

- .2 Faire en sorte d'avoir terminé de couper le gazon au coupe-herbe au plus tard quatre (4) heures après avoir fini de tondre la pelouse.
- .3 Couper à la même hauteur qu'à la tondeuse.
- .4 L'herbe coupée visible sur la pelouse, les trottoirs, les entrées et les terrasses doit être ramassée; son enlèvement fait partie intégrante des travaux de tonte.
- .5 Éviter d'endommager les arbres, les haies, les plates-bandes et massifs de fleurs ainsi que les autres obstacles avec le coupe-herbe mécanique.
- .6 Pour éviter tout dommage aux véhicules, la coupe du gazon au coupe-herbe pourrait devoir être effectuée en dehors des heures normales de travail, lorsqu'il n'y a pas de véhicule stationné. L'entrepreneur sera tenu responsable de tout dommage causé aux véhicules.

PARTIE 1 -
GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|---|----|---|
| 1.1 Travaux connexes
exécutés par des
tiers | .1 | Protection de l'environnement :
section 01 35 43 |
| | .2 | Nivellement du terrain, mise en place de
terre végétale et nivellement de
finition : section 02900. |
| 1.2 Livraison et
entreposage | .1 | Livrer la semence à gazon dans les
contenants d'origine sur lesquels doivent
être inscrits :
.1 la composition du mélange de semence;
.2 le pourcentage de semences pures;
.3 l'année de production;
.4 le poids net;
.5 le lieu et la date de l'étiquetage;
.6 le pourcentage de germination;
.7 le nom et l'adresse du distributeur. |
| | .2 | Livrer le paillis de fibre de bois dans
des contenants résistant à l'humidité sur
lesquels doivent être inscrits le nom du
fabricant, le nom du produit (contenu) et
sa masse nette à l'état sec dans l'air. |
| | .3 | Livrer l'agent anti-érosion dans des
contenants résistant à l'humidité sur
lesquels doivent être inscrits le nom du
fabricant, le nom du produit (contenu) et
sa masse nette. |
| 1.3 Mesurage aux
fins de paiement | .1 | L'ensemencement sera mesuré en mètres
carrés de la superficie effective. |

PARTIE 2 - PRODUITS

- | | | |
|---------------|----|--|
| 2.1 Matériaux | .1 | Semence à gazon : de qualité Certifiée
Canada n° 1, en conformité avec le |
|---------------|----|--|

Règlement sur les semences du gouvernement du Canada; taux de germination minimal de 75 % et pureté minimale de 97 %.

- .2 Paillis
 - .1 Fibre : bois ou fibre cellulosique du bois, exempt d'inhibiteurs de la germination ou de la croissance, et formant un couvre-sol ressemblant à un buvard épais, permettant l'absorption et la percolation de l'eau.
- .3 Agent anti-érosion : dispersion liquide qui se dilue dans l'eau et qui contient de la résine thermoplastique; norme de réception : Curasol AH.
- .4 Eau : potable, exempte d'impuretés qui pourraient empêcher la germination.
- .5 Engrais : engrais de synthèse complet, à libération lente, ne contenant pas plus de 35 % d'azote soluble dans l'eau. Appliquer l'engrais aux doses déterminées selon les résultats d'analyse des échantillons du sol.

2.2 Mélange de semence à gazon

- .1 Mélange de graminées à gazon : 40 % de pâturin des prés, 40 % de fétuque rouge traçante et 20 % de ray-grass vivace certifié.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Qualité de l'exécution

- .1 Enlever immédiatement la terre, le paillis et les autres débris répandus sur la chaussée et débarrasser les lieux des matériaux nuisibles.
- .2 Prendre des précautions raisonnables pour ne pas souiller de boue d'ensemencement les structures, les panneaux de signalisation, les glissières de sécurité,

les clôtures et les installations de services publics.

- .3 En cas de souillure, nettoyer à la satisfaction du représentant du Génie selon une méthode approuvée par lui.

3.2 Ensemencement

- .1 Ensemencer les surfaces à la demande du représentant du Génie.
- .2 Appliquer lorsque les vents soufflent à moins de 10 km/h, à l'aide de l'équipement qui convient à l'endroit visé, approuvé par le représentant du Génie.
- .3 Remplir le semoir d'eau, de paillis, de semence et d'engrais, et bien mélanger. Pulvériser, agiter et ajouter lentement les matériaux dans le semoir en maintenant l'agitation.
- .4 Ajouter l'agent anti-érosion dans le semoir et bien mélanger pour achever la préparation du mélange d'ensemencement.

3.3 Entretien pendant la période d'établissement

- .1 Exécuter les travaux énumérés ci-après à partir de la date d'ensemencement jusqu'à la réception définitive des travaux par le représentant du Génie.
 - .1 maintenir le sol humide pendant la période de germination et arroser suffisamment les endroits où le gazon a poussé;
 - .2 arroser de manière à humidifier le sol à une profondeur de 75 à 100 mm; régler le jet d'arrosage de manière à prévenir tout lessivage;
 - .3 réparer les surfaces de gazon mort et les surfaces dénudées pour permettre à la végétation de s'établir avant la réception des travaux.

3.4 Réception

- .1 La réception des travaux sera prononcée

par le représentant du Génie à condition que :

.1 les airesensemencées soient bien établies;

.2 la pelouse ne présente pas de surfaces érodées ou dénudées, ni de zones de gazon mort, et soit à 98 % exempte de mauvaises herbes;

.3 la surface du sol ne soit pas visible lorsque la pelouse est tondue à une hauteur de coupe de 50 mm.

- .2 La réception définitive des airesensemencées en automne sera prononcée le printemps suivant, un (1) mois après le début de la période de croissance, pour autant que les conditions relatives à la réception des travaux soient remplies.